

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

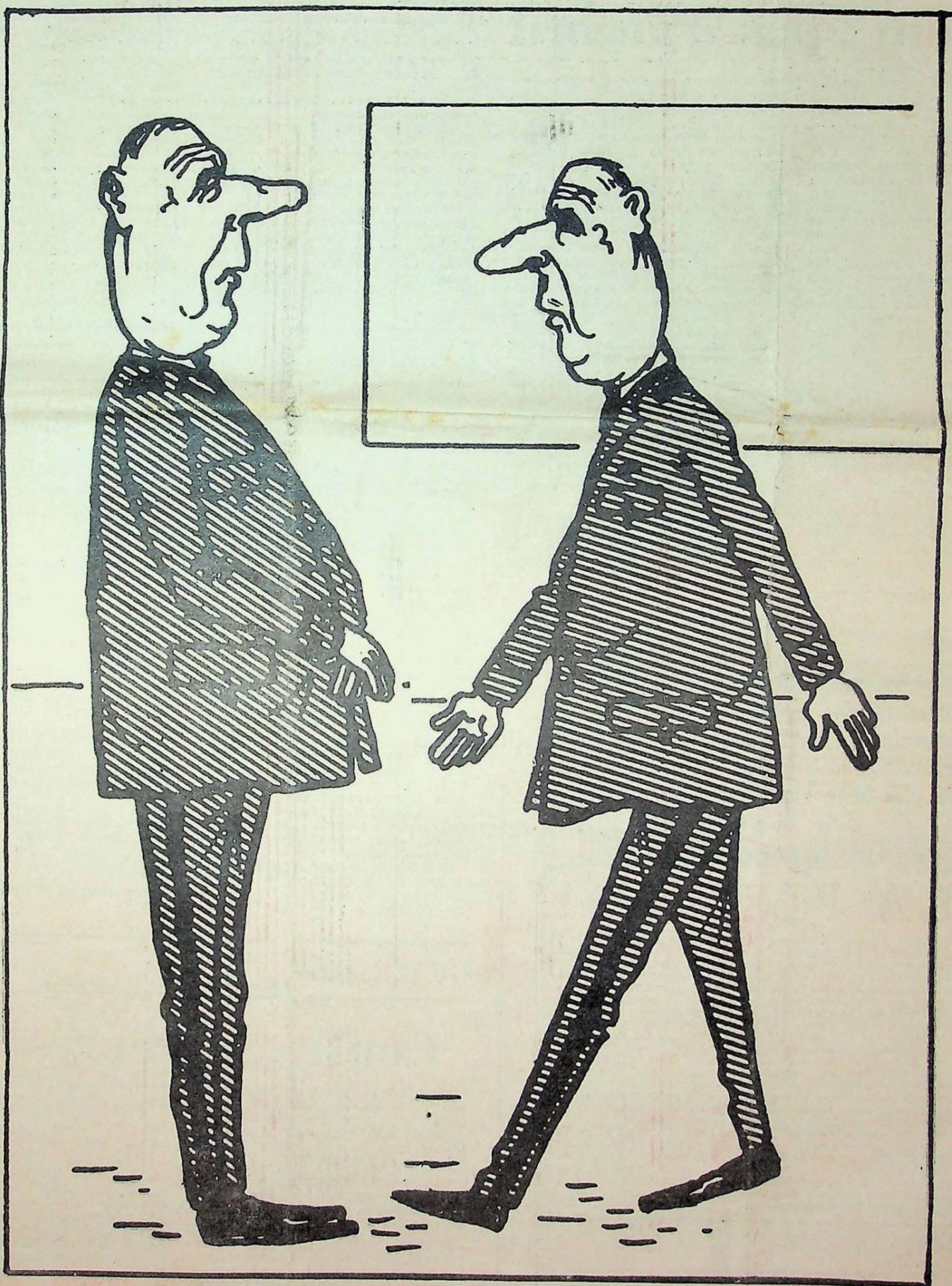
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 266. — 25 DECEMBRE 1965

110 % DE FRANÇAIS



— J'ai été battu au premier tour par 55 % des Français.

— Moi, j'ai été élu au second tour par 55 % des électeurs.

Les résultats complets du 2° tour des élections présidentielles

Inscrits :	28.920.909	
Votants :	24.378.401	
Abstentions :	4.542.508	15,70 %
Blancs ou nuls :	669.747	2,31 %

Ont obtenu :

Général de Gaulle :	13.085.407	55,20 % des suffrages exprimés
		45,24 % des inscrits
François Mitterrand :	10.623.247	44,8 % des suffrages exprimés
		36,73 % des inscrits

CONTROVERSE

Vietnam : pas d'accord

J'ai lu avec beaucoup d'attention l'article de P. Parisot paru dans le précédent T.S. et intitulé : « L'auto-destruction américaine a commencé ». Ce dernier texte m'a confirmé dans les réserves que j'éprouvais déjà à la lecture d'autres analyses faites par Parisot au sujet de la situation en Asie. Je m'explique : Parisot commet, à mon avis, une erreur en établissant une similitude profonde entre la guerre du Vietnam et les conflits coloniaux menés par la France. Fait plus grave, sans que cela soit, bien entendu, voulu par l'auteur : nous nous sentons rassurés par une analogie dont le terme sous-entend que comme la France en Algérie, les Etats-Unis plieront bagage au Vietnam. C'est là que je ne suis pas d'accord ; l'analogie est purement formelle, extérieure et s'il est certain que, tôt ou tard, les U.S.A. perdront la partie, la grande question est de se demander à quel prix. En faisant de l'agression américaine au Vietnam une guerre coloniale classique, on lui ôte son caractère dominant qui est celui d'un conflit contre le communisme et tout particulièrement un conflit entre les U.S.A. et la Chine.

Parisot écrit : « Mais le processus de la désintégration américaine est lui-même largement engagé. Inutile de le décrire par le menu : c'est celui que la France a connu en Algérie. »

Et de terminer par une évocation d'un 13 mai américain. C'est ici que le raisonnement achoppe. Les hommes qui dirigent les Etats-Unis, Johnson, McNamara, etc., sont déjà eux-mêmes prêts à aller jusqu'au bout. Le pays n'est nullement acculé à la faillite économique comme ce fut le cas pour la France en 1957-1958 ; tout au contraire et l'on sait que le boom que connaissent actuellement les U.S.A. profite précisément du conflit vietnamien ; même au Sud-Vietnam, la guerre, dans un contexte d'inflation et profondément malsain, est venue fouetter l'atonie économique, etc. Autrement dit, les U.S.A. ne sont nullement pris à la gorge et c'est là l'inquiétant. Car, de ce fait, l'insuccès rencontré par les Américains contre le Vietcong ne peut que les conduire à l'escalade, franchissement du 17° parallèle, bombardement de Hanoï, de la Chine... et, pour l'immediat, extension des hostilités au Laos et au Cambodge. Cette terrible fuite en avant domine la situation vietnamienne et c'est par rapport à elle, me semble-t-il, qu'il faut réfléchir et rechercher des moyens d'action.

Rien ne serait plus illusoire que de croire à une déconfiture des U.S.A. Si le droit est du côté du Vietcong, la force, elle, est partagée ; c'est pour-

quoi l'issue des précédentes guerres coloniales ne vaut pas pour le Vietnam. Nous assistons à un nouveau type de conflit. Je ne me voue pas au pessimisme et il est possible que je me trompe, pourtant je pense que

seule cette approche réaliste peut être utile : comment arrêter l'inévitable escalade ? A d'autres lecteurs d'émettre un avis !

Claude Glayman.

Pas d'accord avec Johnson

Claude Glayman est d'accord avec Johnson sur un point : il voit dans la guerre du Vietnam un conflit entre les Etats-Unis et « le communisme » !

Même sur ce point, je ne partage pas l'illusion que la politique officielle américaine tente d'inculquer au peuple américain (pas au point d'avoir convaincu les professeurs et élèves des universités dans leur majorité) et au reste du monde (avec un total insuccès).

Que l'on puisse combattre « le communisme » chinois en réduisant en cendres le petit Vietnam voisin, c'est une idée absurde, qui cache autre chose. Prendre cette idée au sérieux, c'est le contraire d'une « approche réaliste ». On s'interdirait par là même non seulement de faire quoi que ce soit pour « arrêter l'escalade » mais toute action positive pour la paix.

Il faut au contraire prier les Américains de laisser là cette fantasmagorie s'ils ne veulent pas s'enfoncer toujours plus dans une guerre absurde sans autre issue que d'horribles massacres, la défaite politique et ses conséquences pour la démocratie américaine elle-même.

Les bombes atomiques américaines peuvent tuer 20 millions de Chinois sans que cela change rien. L'« escalade » n'apporte aucune solution. Elle n'a servi, jusqu'à présent, qu'à ajourner des épreuves pénibles.

L'Amérique entretient des relations plutôt bonnes avec quantité de pays communistes. On vend à New York du lapin polonais, des chaises en bois blanc tchécoslovaques et du caviar soviétique. Mais au nom de la lutte contre le communisme, on écrase le

Vietnam pour mi-ux lui contester le droit à l'autodétermination. C'est du colonialisme.

Qu'est-ce qui y conduit les Etats-Unis ? Uniquement le souci stratégique de rester présents sur le continent asiatique. En imposant une paix dans ce sens, si c'était possible. En poursuivant indéfiniment la guerre, sinon. Mais même les pires choses ont une fin.

Le diagnostic de colonialisme n'est pas rassurant. Il ne sous-entend pas que le Front national de Libération du Sud-Vietnam puisse obliger par la seule force des armes les Etats-Unis à plier bagage. Mais que, si la résistance du Front n'est pas politiquement brisée — et, en toute probabilité, elle ne le sera pas, surtout pas par la guerre — les Américains trouveront, au bout du sanglant gâchis, la défaite politique et qu'ils auront le choix, alors, entre lâcher prise ou se trouver condamnés à un isolement international dont on n'a pas idée.

Or l'isolement — le choix de l'isolement diplomatique, de la rupture avec l'Europe et l'Afrique, du déménagement de l'O.N.U. hors des Etats-Unis — suppose une victoire préalable de la réaction à l'intérieur. Ce serait l'écrasement, comme force politique, de New York, de la côte Est, de tout ce qui est tourné vers l'Europe : une modification fondamentale de l'équilibre politique interne. Ai-je parlé indûment d'un « 13 mai » ? Certes : notre 13 mai ne serait, auprès d'un tel événement, à l'échelle de la première puissance mondiale, qu'une gaminerie.

P. P.

COURRIER DES LECTEURS

Pour une page féminine

C'est avec joie que nous avons lu dans un de vos précédents numéros l'annonce d'une page consacrée aux femmes. Nombreuses sont les épouses des militants, les célibataires qui voudraient être initiées à la politique actuelle. Pleines de bonne volonté, elles essaient de lire « Tribune » mais sont vite rebutées parce qu'elles ne connaissent pas grand-chose aux faits économiques.

Nous pensons que « Tribune » devrait employer un style moins doctrinaire et plus simple, à la portée de tous, même de ceux et de celles qui n'ont pas dépassé l'enseignement primaire.

Ainsi dans le dépliant P.S.U., seuls les initiés peuvent en assimiler entièrement le sens. Il serait heureux que certaines rubriques soient reprises, expliquées, commentées en détail. Les gens simples ne voteront jamais P.S.U. s'ils ne comprennent pas ce qu'on leur propose comme programme ; à Berck il en est ainsi. Nous demandons des termes plus à la portée du monde ouvrier peu ouvert au langage politique.

Il faudrait pouvoir reprendre par la base toutes les données du dépliant :

— démocratie ;

— planification ;
— structures agricoles (surtout celles-ci car qui connaît les S.A.F. E.R. à fond, leur action et l'extension des pouvoirs qui pourraient leur être accordés ?) ;
— la réforme de l'enseignement ;
— l'Europe et la paix (très importante, les gens s'y perdent en général).

Il faudrait pouvoir expliquer en détail, toujours simplement, l'action d'un comité d'entreprise dans une usine avant et après l'extension de ses pouvoirs.

Explication également des grands faits économiques, l'interdépendance des diverses monnaies, comment les trusts peuvent-ils faire pression sur les Etats.

Toutes ces questions soulevées peuvent évidemment faire l'objet d'une réponse spéciale dans « Tribune » et nous avons pensé que la page féminine était toute indiquée pour ce genre d'initiation car les femmes aussi bien que les hommes ont soif de s'instruire et surtout de comprendre.

Veuillez croire, chers camarades, à notre cordiale amitié.

Mlle Solange Beneytou, Berck-sur-Mer-62.

GUATEMALA

Contre la répression

Deux paysans guatémaltèques viennent d'être condamnés à mort parce qu'une patrouille de guérilleros du « Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre » avait détruit un hélicoptère de l'United Fruit.

Contre cette arrestation arbitraire et la juridiction qui a condamné les deux hommes, nous nous devons d'élever une protestation solennelle.

Il en est temps encore pour éviter leur exécution. Le gouvernement du Guatemala doit savoir que nous condamnons une telle sentence obtenue par des magistrats désignés par le pouvoir et sans la moindre garantie de défense.

C'est pourquoi Edouard Depreux a

envoyé la lettre suivante au gouvernement guatémaltèque :

Monsieur Peralta Azurdia,
Palais du Gouvernement
Guatemala.

Monsieur le Président,

Au nom du P.S.U. et de nombreux socialistes et démocrates français, qui ont été émus par les poursuites exercées contre eux et des menaces qui pèsent sur eux, je vous demande la libération immédiate de David Aguilar, étudiant mexicain, ainsi que de Roberto Duarte et de Lucindo Ramirez.

Croyez, Monsieur le Président, à mes sentiments les plus distingués.

Edouard DEPREUX,
secrétaire national du P.S.U.

Profitez des avantages exceptionnels garantis pendant 15 jours seulement par la LIBRAIRIE PILOTE pour l'achat à crédit de la plus belle bibliothèque de classiques d'hier et d'aujourd'hui

LA PLÉIADE

représente, par rapport aux anciennes collections, un progrès comparable à celui du microsillon et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier "bible" extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t. remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX^e siècle.

C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint Exupéry, Camus, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1400 titres en 178 volumes.

Tout ami des livres rêve d'avoir chez soi cette célèbre collection. Pour lui permettre de réaliser ce rêve et de recevoir chez lui ces beaux volumes, franco et avec droit d'examen et de retour, LA LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris, lui enverra, au reçu du bon ci-dessous, une documentation gratuite en couleurs et lui fera connaître les conditions exceptionnelles qu'il lui est possible de garantir pendant 15 jours seulement.

BON pour une documentation gratuite sur La Pléiade, à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris-7^e (LIT. 63-79).

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
N° C.C.P. ou bancaire..... T.S. 12

LE COMBAT RESTE LE MEME

Le temps de la réflexion commence pour tous ceux qui se sont affrontés au cours de cette campagne électorale. Voyons les leçons qui peuvent en être tirées dès maintenant. Tout d'abord une certitude : l'enjeu des élections législatives de 1967 sera la chute du gaullisme envisagée cette fois avec de très grandes chances de succès.

Ensuite, plusieurs constatations : les résultats du second tour donnent une image du corps électoral plus confuse qu'elle n'était apparue au premier tour. Mais il est vrai que de Gaulle a conservé les voix de gauche qu'il avait eues au premier tour. Il est vrai que de nombreux électeurs d'extrême droite ont voté Mitterrand, encore faudrait-il rechercher les origines et les antécédents politiques de nombreux ex-Algériens !

Il est vrai que la plus grande partie des électeurs de Lecanuet ont gardé leur réflexe conservateur en votant gaulliste.

Nous ne reviendrons pas sur ces faits reconnus par tous les observateurs politiques.

Nous considérerons comme plus valables pour nos futures analyses les chiffres de voix obtenues au premier tour par les différents candidats.

Quel sera le comportement de de Gaulle ?

Nous ne pensons pas un seul instant qu'il puisse procéder à une révision fondamentale de sa politique. Sans doute renverra-t-il quelques ministres pour les remplacer par d'anciens M.R.P. ou « centre-démocrates » demeurés fidèles et laissera-t-il parler de « renouveau social », mais il ne s'agira en réalité que d'un léger ravalement de façade.

La ligne directrice de sa politique économique restera ce qu'elle est.

Il ne saurait en être autrement à l'intérieur d'un régime pour qui les priorités demeurent : la force de frappe et l'économie néo-capitaliste définie dans le V^e Plan.

Ce qui préoccupe bien plus de Gaulle, et ses U.N.R., sera de savoir comment modifier la loi électorale des prochaines élections législatives.

Après leur grande peur, ils feront tout pour imposer une loi forte à leur mesure.

Déjà, les propositions affluent. Les unes portent sur la date des élections. Il y a les tenants de la date avancée et ceux de la date repoussée. Gageons que ces derniers l'emporteront. Après tout, six mois de plus seraient bon à prendre pour la plupart des députés inquiets de leur réélection !

Les autres proposent trois projets de loi électorale :

- scrutin d'arrondissement à un tour ;
- scrutin d'arrondissement à deux tours, les deux premiers candidats du premier tour restant seuls en lice au second tour ;
- scrutin départemental à deux tours, avec listes bloquées, les deux premières listes du premier tour restant seules en lice au second tour.

C'est donc plus à de grandes manœuvres électorales qu'à des modifications politiques que pensera le prochain gouvernement.

Lecanuet, lui, est moins fort le 20 décembre qu'il ne l'était le 6. Ses électeurs se sont dispersés ou plutôt, près des deux tiers ont rejoint leur camp naturel : celui de l'ordre conservateur. Il semble difficile qu'ils aient, dans l'immédiat, le réflexe souhaité par le M.R.P., de quitter à nouveau le sillage gaulliste pour tenter l'aventure « démocrate, sociale et européenne ». Et Lecanuet n'aura pas de sitôt la télévision pour les séduire et battre leur rappel. En

par Harris PUISAIS

votant pour lui, ses électeurs entendaient plus donner un avertissement à de Gaulle que s'engager dans une nouvelle politique. Et l'Europe ne leur tenait guère au cœur !

Mais sur sa lancée du premier tour, Lecanuet créera son nouveau parti afin de prendre rang lui aussi lors des prochaines élections législatives.

Il sera aidé ou concurrencé dans cette stratégie par Gaston Defferre et ses amis. Ceux-ci n'ont pas déguisé leur pensée. En votant Mitterrand ou Lecanuet leur but était de les rassembler pour faire ressurgir l'opération Defferre.

Celle-ci va être présentée comme la seule solution offrant une majorité de coalition en dehors des communistes et des gaullistes et elle apparaîtra électoralement séduisante à bien des élus radicaux et même socialistes qui s'interrogent sur le choix du regroupement à rallier.

C'est également du comportement de la S.F.I.O. que dépendent l'existence et l'évolution de la Fédération démocrate et socialiste.

Il semble bien que, dans un premier temps, animé du souci de battre Defferre au prochain congrès national S.F.I.O., Guy Mollet soit enclin à jouer le jeu de la fédération. Mais comment agira-t-il ensuite ? Comment conciliera-t-il le « dialogue politique » avec le parti communiste et les

« conversations » avec le parti de Lecanuet ?

Est-il prêt à accepter et à respecter un engagement précis que le priverait de toute autonomie en matière d'initiative électorale et l'obligerait à ne pas diversifier les alliances de la S.F.I.O. ?

En un mot, existe-t-il un moyen pour garder la S.F.I.O. à gauche qui ne soit pas, à plus ou moins long terme, habilement escamoté par son secrétaire général ?

La Fédération démocrate et socialiste peut-elle valablement, dans sa forme actuelle, être ce moyen, et quelles garanties offre-t-elle qui nous permettent d'en être sûrs ?

Voilà, nous direz-vous, bien des interrogations.

Quoi qu'il en soit, constatons une fois de plus que, contre vents et marées, l'évolution de Guy Mollet et de la S.F.I.O. domine toujours le problème des regroupements politiques.

Certains nous diront, et c'est une hypothèse à retenir, que François Mitterrand, dans la foulée de l'élection présidentielle, pourrait continuer à jouer le rôle de leader de la gauche et par conséquent imposer ses vues, se servir des adhésions individuelles à sa campagne pour « contrer » les velléités d'évasion de certains de ses partenaires tout en continuant le dialogue avec le parti communiste, qu'il entend sortir du « ghetto ». Cela peut être possible et dépend des initiatives que prendra François Mitterrand.

Pour notre part, nous serons attentifs à la suite qu'il entendra donner aux options et propositions définies pendant la campagne.

Nous avons dit que celles-ci pouvaient être une base de travail acceptable, mais qu'elles devaient être précisées et approfondies.

Nous ne manquerons pas, en ce domaine, de faire part de nos suggestions et de nos propositions. Notre but reste toujours de donner un véritable contenu politique à l'accord des forces de la gauche. Nous estimons qu'il n'existe pas de meilleure garantie pour éviter toute tentation d'élargissement ou d'ouverture qui en dénaturerait la composition.

Cela doit pouvoir se faire sans précipitation, mais par un dialogue ouvert et constructif.

Pour nous, le combat qui continue est le même : il s'agit de préciser, d'expliquer et de faire accepter l'alternative socialiste au régime gaulliste.

Déclaration d'Edouard DEPREUX

le soir du 19 décembre :

« Ce scrutin sans surprise confirme les impressions données par le premier tour : le régime a subi un grave échec. Il a présenté le seul de ses candidats qui pouvait être élu. Ce candidat a été mis en ballottage, ce qui aurait paru impensable il y a encore quelques semaines, et ne l'a emporté au deuxième tour qu'avec une majorité modeste.

« Je suis persuadé que la Gauche l'emportera bientôt si elle sait à la fois s'unir sur un programme commun et se renouveler pour s'adapter à ses tâches actuelles. »

Encore un effort pour le P. S. U.

Nous avons demandé 50.000 F. Nous les avons obtenus. Mais il y a eu un deuxième tour que seuls les optimistes prévoyaient. Aussi — et tout le monde le comprendra — les dépenses ont excédé le chiffre prévu. Nous avons donc encore besoin d'un peu plus de 10.000 F.

Merci à tous ceux qui contribueront à nous les faire parvenir. Il va sans dire que si ce chiffre était dépassé, nous n'en serions pas désolés.

Nous vous rappelons le numéro de C.C.P. de Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle, Paris (14^e) : 46 41 25 Paris.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX
Secrétaire national

Jean ARTHUYS
Trésorier national

ÉCONOMIE

Les investissements étrangers en France

Il a beaucoup été question, au cours de la campagne pour les élections présidentielles, des investissements étrangers réalisés en France durant le septennat du général de Gaulle.

Ceci afin de montrer que la formule de « l'indépendance » préconisée par le gaullisme n'empêchait nullement les sociétés à capitaux étrangers de se développer dans notre pays. Bien au contraire.

Au même moment, le ministère de l'Industrie du gouvernement Pompidou rendait public un rapport dans lequel il était précisé : « Les investissements étrangers en France, et parmi eux les investissements américains, demeurent à un niveau non excessif, que ce soit par rapport au niveau national brut ou par comparaison avec la situation dans les autres pays européens. »

Voyons ce qu'il en est : tout d'abord la tendance générale, depuis trois ans, est à une augmentation très sensible des investissements étrangers en France conjointement à une diminution des investissements français à l'étranger (voir tableau n° 1).

En pourcentage les investissements en France se répartissent ainsi :

- Etats-Unis : 45 % ;
- Suisse : 17,7 % ;
- Grande-Bretagne : 10,3 % ;
- Belgique : 5,4 % ;
- Allemagne : 4,4 % ;
- Italie : 3,7 % ;
- Pays-Bas : 3,4 % ;

pour un total d'environ 5 milliards de dollars.

Encore faut-il préciser que, le plus souvent, sous l'intervention d'un pays européens se camouflent également des capitaux américains.

Où vont ces capitaux ?

● Ils ont tendance à augmenter dans les industries chimiques (17,9 % en 1961 à 28,23 % en 1964).

● Ils diminuent dans les industries mécaniques (31 % en 1961 à 8,43 % en 1964).

● Ils sont très faibles dans l'industrie textile (1,5 % en 1961 à 1,8 % en 1964).

● Ils sont les maîtres de l'industrie pétrolière : cinq groupes sont américains (Esso-Mobil) ; 1 groupe est anglais (B.P.) ou anglo-belge (Purifina) ; 1 groupe anglo-néerlandais (Shell) et contrôlent 62 % du marché mondial. Leur bénéfice net étant de l'ordre de

3,5 milliards de dollars, on juge d'ici leur puissance financière.

Examinons donc le cas des sociétés de l'industrie chimique. L'étude du ministère ne retient que celles dont le chiffre d'affaires a dépassé 30 millions. Ce sont toutes, soit des sociétés à majorité étrangère, soit à participation étrangère d'au moins 35 %.

La constatation est simple : plus l'entreprise est importante, plus les capitaux étrangers sont importants et, dans ce cas, ce sont tous des capitaux américains. Ceux-ci cherchent, à tout coup, à contrôler l'entreprise.

C'est sans doute pourquoi ils ne recherchent pas tellement les industries mécaniques et électriques françaises. Dans ce secteur, ils préfèrent investir en Allemagne. Ce qui risque d'être rapidement dangereux.

On retrouve ces capitaux dans les industries productrices d'appareils électro-ménagers, de matériel téléphonique, des semi-conducteurs, des calculateurs électroniques (surtout depuis l'accord Bull-General Electric), le matériel de transport, les assurances, les banques et le papier.

Les implantations américaines

Une étude établie par un groupe d'ingénieurs-conseils de Chicago et le rapport annuel de l'Institut de Recherche économique Mac-Graw-Hill nous permettent de faire le point d'une manière très précise.

Il en ressort qu'en 1964, les entreprises américaines ont créé, à l'étranger, plus de succursales, filiales ou participations qu'en n'importe quelle autre année depuis la fin de la guerre ; précisons néanmoins que la part de l'Europe a décliné par rapport à 1961.

La répartition des établissements en 1964 indique que 59 % étaient constitués par des succursales entièrement contrôlées par la maison mère américaine et 41 % par des participations dans des entreprises étrangères.

Numéro un : la France

C'est la France qui, en 1964, a bénéficié de la grande majorité des nouveaux établissements américains en Europe, avec 65 % du total. Elle a pris ainsi 11 % des expansions et 24 % des ventes de brevets.

Cependant, selon les experts, la part des grands pays européens, ainsi que celle du Japon, ne cesse de décroître dans les activités étrangères des industriels américains. Ce phénomène, qu'est rapporté par le correspondant aux Etats-Unis du « Journal de Genève » ne doit pas être attribué à des mesures de défense des pays en cause, mais plutôt à des initiatives nouvelles des industriels américains.

En ce qui concerne la répartition par pays sur les 2.042 entreprises américaines ayant 5.244 succursales, filiales, participations à l'étranger, la Grande-Bretagne vient en tête avec 13 % suivie dans l'ordre par le Canada 10 %, le Japon 9 %, la France 7 %, la R.F.A. 7 %, l'Italie 6 %, le Mexique 5 %, l'Australie 4 %, la Belgique 4 %, les Pays-Bas 4 %, la Suisse 3 %, l'Inde 3 %, l'Argentine 3 %, le Venezuela 2 %, les 21 % restants étant partagés entre 95 autres pays.

Cela va continuer

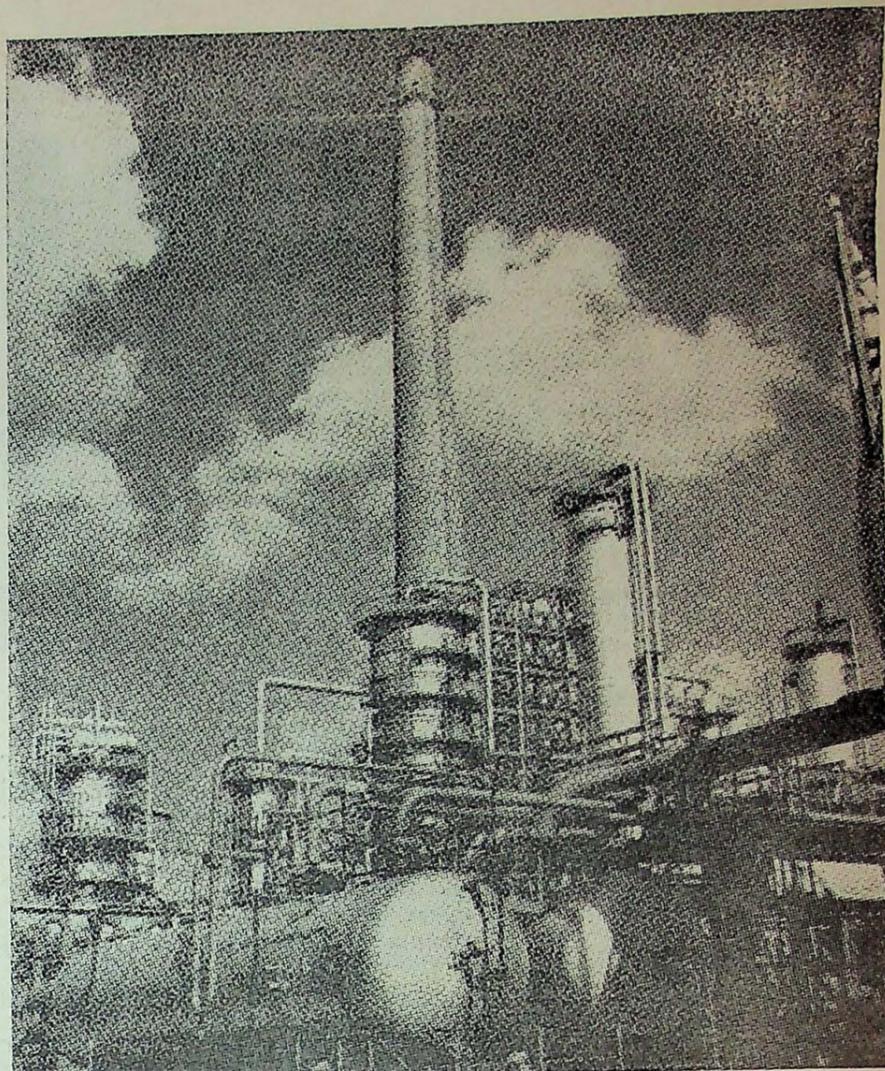
Ces investissements vont aller en augmentant y compris dans les pays du Marché commun. Les résultats de 1964 étant plus qu'encourageants et les projets de ces sociétés filiales en augmentation constante.

Par conséquent, au moment même où en France de nombreuses entreprises nationales annoncent des difficultés et s'interrogent sur leur avenir, en commençant à comprimer leur personnel, les filiales américaines sont de plus en plus compétitives.

On comprend mal — ou plutôt on comprend très bien — l'attitude du gouvernement français inspiré par les technocrates bancaires qui le dirigent, lorsqu'il demande de ne pas faire part « d'ostracisme » à l'égard des investissements étrangers.

Et l'on reste rêveur lorsque l'on voit les solutions proposées pour équilibrer cet afflux de capitaux :

— d'une part des mesures prises pour favoriser l'auto-investissement.



(Archives - T.S.)

Les U.S.A. sont les maîtres de l'industrie pétrolière.

(Nous avons à plusieurs reprises dénoncé ces mesures, confirmées dans le V^e Plan, et déjà mises en pratique dans le budget de 1966.) Elles consistent, en effet, à détaxer les bénéfices réinvestis, ce qui accroît la richesse des actionnaires sans permettre des rentrées fiscales au niveau des sociétés. Par conséquent, les travailleurs ne verront ni leurs salaires augmentés en fonction de leur productivité, ni leurs impôts diminués par une juste répartition des charges fiscales.

— d'autre part, l'obtention de crédits à long terme, ce qui doit permettre plus encore le contrôle des banques privées sur la politique d'in-

vestissement et par conséquent, leur laisser le libre choix de ces investissements.

Une fois de plus apparaissent bien là les jeux de la société capitaliste, et les solutions de sauvegarde qu'elle ne cesse de trouver quand « ses » intérêts sont en cause.

Une fois de plus, se pose à nous la nécessité d'étudier et d'approfondir les mesures à proposer pour que l'économie française sorte de la structure capitaliste.

L'indépendance du gaullisme n'étant en ce domaine, qu'un mensonge de plus.

Rémy Grillaut.

	Investissements français à l'étranger	Investissements étrangers en France
	Chiffres en millions de francs	
1961	585.000	574.000
1962	627.000	549.000
1963	308.000	787.000
1964	600.000	1.208.000

ENSEIGNEMENT

F.E.N. : la nouvelle réforme ?

La Fédération de l'Education nationale, ça compte 260.000 instituteurs et 60.000 professeurs du classique, du technique, de l'enseignement supérieur. C'est une masse. Mais ça cultive, aussi, un « certain » immobilisme.

Depuis — depuis combien de temps, au fait? — aucune tendance, aucune fédération départementale n'avait proposé aux militants de la F.E.N. un texte intelligent.

Je veux dire, constructif. Dépassant les schémas de la gauche et de la droite. De la fausse gauche et de la fausse droite. Du vrai et du faux réformisme. Osant dire que le « sacro-saint » plan Langevin-Wallon méritait un grand coup de chapeau. Et que « la défense de l'enseignement », c'était important, nécessaire, primordial.

Pas suffisant. Que Langevin-Wallon, en marxis-

les qu'ils étaient, avaient préparé une réforme, pour une époque donnée. Avec son développement économique donné. Avec ses particularités. Ses mythes. Ses insuffisances. Ses contradictions.

Mais Langevin-Wallon n'ont jamais dit : « Notre plan, c'est la panacée idéale. »

Au contraire. J'ai rencontré les auteurs de la motion rédigée par la Fédération de la Marne de la F.E.N., résultat d'un travail collectif, nullement de tendance (ils s'en défendent vigoureusement). De réflexion, plutôt.

— Vous dites, dans votre texte, qu'une réforme de l'enseignement est nécessaire. Pourquoi ?

— Parce que c'est évident. Notre expérience journalière d'enseignants nous démontre que les structures actuelles ne sont pas adaptées, que le système sur lequel nous avons vécu (et qui a ses mérites) ne répond plus

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint :

GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : Rédaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)

Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesgulche

6, Avenue du Maine

Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :

Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.

58-61, rue La Fayette

Paris (9^e)

aux exigences actuelles. Parce que l'enseignement délivré, il y a cinquante ans, a fortiori au temps de Napoléon, est parfaitement inadapté au recrutement des élèves que nous recevons dans nos classes.

« Parce qu'il est nécessaire de prolonger l'obligation scolaire jusqu'à dix-huit ans ; à la rigueur, seize ans. Mais, momentanément, je signale, au passage, qu'une ordonnance de de Gaulle, datant de 1959, signifiait que l'obligation scolaire à seize ans devait prendre effet en 1965. Les crédits affectés à l'Education nationale repoussent cette date à 1972. Et, sans doute, à 1975.

— Cette prolongation de la scolarité obligatoire suppose...

— Elle suppose un bouleversement quantitatif et qualitatif :

— quantitatif dû à l'afflux considérable d'élèves nouveaux ;

— qualitatif, ce qui nécessite le remodelage des structures traditionnelles aussi bien des classes de fin d'études que des premiers cycles de lycée et de C.E.G. Ce qui nécessite aussi une réforme du contenu et des méthodes d'enseignement.

— Que pensez-vous à cet égard de la réforme Fouchet ?

— Nous contestons fondamentalement l'orientation politique de la réforme Fouchet. Nous vivons en régime capitaliste. La réforme Fouchet a donc un contenu de classe.

« Elle prétend assurer une certaine promotion et une certaine élévation culturelle, mais en les limitant par la sélection et la spécialisation.

« Elle prétend mettre en œuvre cette réforme, mais le V° Plan accorde la priorité aux intérêts à court terme, aux dépenses de prestige et de consommation.

« Le type même de cette réforme se situe aux niveaux de ces établissements nouveaux appelés C.E.S. (1).

« Au premier coup d'œil, c'est séduisant : on réalise là l'école polyvalente.

« En grattant d'un doigt léger le vernis officiel, on se rend compte que les cloisonnements sont maintenus : les fils de bourgeois entreront dans les sections qui débouchent sur l'enseignement long. Les autres... les autres continueront à végéter dans les classes de transition.

— Vous êtes contre les C.E.S., alors ?

— C'est plus compliqué.

« Nous pensons que notre contestation doit s'affirmer sur deux plans : l'accueil et les structures. Il faut nous battre pour obtenir la construction des établissements (même s'il s'agit des C.E.S.), nécessaires à l'accueil des enfants, dans le cadre de la prolongation de la scolarité.

« Il faut nous battre, d'autre part, pour dénoncer les structures (celles des C.E.S., comme celles de nos établissements traditionnels), et exiger que tous les premiers cycles soient constitués en établissements accueillant tous les enfants de onze à quinze ans d'un secteur géographique déterminé.

— Que pensez-vous de la sixième commune ?

— Les structures actuelles sont antidémocratiques, car fondées sur la préorientation au niveau de la sixième (aussi bien dans nos établissements actuels que dans les C.E.S.).

« Nous sommes pour la sixième commune. Mais nous pensons qu'elle n'est pas une panacée, et doit s'insérer dans une réforme globale qui concerne aussi bien l'enseignement qui précède que celui qui suit.

— Comment, à votre sens, pourraient être popularisées ces thèses ?

— C'est une de nos préoccupations majeures.

« Nous pensons, en effet, qu'on a trop discuté sur la réforme, alors qu'elle est une affaire d'intérêt national qui devrait devenir l'objet d'une action de masse.

« Nous pensons qu'en particulier l'action pour la construction de tous les établissements de premier cycle, nécessaires à l'accueil, pourrait facilement engager les masses, si elle est organisée non autour et pour la défense des établissements existants, mais par secteur, par quartier, avec, en particulier, les parents d'élèves du premier degré et les organisations démocratiques.

« Cette action de masse sur le problème de l'accueil permettrait alors l'information sur le problème plus difficile, de sa nature.

— Pourquoi avez-vous retiré votre texte au moment du vote final ?

— D'une part, nous sommes conscients que ce texte est incomplet : il ne parle pas de l'enseignement supérieur, en particulier. Nous n'avions pas les informations nécessaires.

« D'autre part, l'originalité de notre texte est plus dans la méthode que dans le contenu.

« Nous regrettons, évidemment, que nos thèses n'aient pas été prises en considération, au moins sous la forme d'amendements.

« Aussi, nous nous sommes abstenus sur le texte majoritaire.

« Nous espérons, toutefois, avoir dégelé une situation et avoir amené de nombreux militants à réfléchir avec nous.

Propos recueillis par Lucien Lapierre.

(1) C.E.S. : collèges d'enseignement secondaire.

SÉCURITÉ SOCIALE

La menace se précise

M. Pomp'dou, ou son successeur, va devoir se prononcer sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Il n'était pas question d'en parler durant la campagne électorale car, de toute évidence, il n'est jamais recommandé d'annoncer des mauvaises nouvelles. Mais puisque ce nouveau septennat va se placer sous le patronage du « progrès social », les salariés sont en droit d'attendre que le gouvernement gaulliste mette fin aux tentatives diverses tendant à réduire les remboursements de la Sécurité sociale.

Déjà le C.N.P.F. avait tiré une sonnette d'alarme (on imagine dans quel sens !). La Chambre de commerce de Paris en profite pour faire un certain nombre de propositions qui, en aucune façon, ne peuvent être considérées comme favorables aux salariés.

Or il est bien évident que le fameux « déficit » de la Sécurité sociale provient de certaines manœuvres du pouvoir qui « débudgétise » certaines dépenses au détriment de l'équilibre de la Sécurité sociale.

Voilà ce qu'on est obligé de faire pour obtenir un argument solide sur le plan électoral : le budget de la nation est en équilibre, ce qui n'était pas le cas dans les périodes précédentes et notamment avant 1958.

Or quelles sont les charges nouvelles que la Sécurité sociale doit sup-

porter sans que des ressources viennent, en contrepartie, équilibrer ces dépenses ?

— déficit du régime agricole pour l'assurance-maladie : 441 millions ;

— déficit du régime agricole pour les allocations familiales : 464 millions ;

— allocations familiales à la population non active : 470 millions ;

— surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales : 239 millions ;

— déficit des mines pour la vieillesse : 240 millions ;

— déficit des mines pour les accidents du travail : 108 millions ;

— allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité : 700 millions ;

— Fonds spécial d'assistance vieillesse : 126 millions, etc.

D'après les experts, l'ensemble des dépenses à faire supporter à la Sécurité sociale va atteindre 3.500 millions, soit près de 9 % des recettes du régime général.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le déficit de la Sécurité sociale atteigne 789 millions en 1965 et 1.400 millions en 1966.

Bien entendu, on conclura que les remboursements sont trop nombreux et que les salariés n'ont plus à bénéficier de la couverture du « petit risque ». A suivre.

G. C.

SEINE-MARITIME

La crise de l'emploi s'étend

S'il est des travailleurs qui croyaient encore dans les vertus sociales du gaullisme, en haute Normandie, ils risquent d'être très vite déçus. En effet, entre les deux tours des élections présidentielles, la crise économique s'est précisée dans deux secteurs : le textile et la construction navale.

Le 10 décembre, profitant de la cérémonie de lancement de l'*Ivolina*, le président des A.C.S.M. du Trait laissait entrevoir l'ampleur de la récession qui touche les chantiers navals, émaillant sa péroraison de considérations chauvines et nationalistes. Il ne disait pourtant pas toute la vérité, celle que les syndicalistes soupçonnent mais que la direction ne veut pas avouer : à savoir que les carnets de commande des chantiers du Trait sont vides et que, puisque la moindre mise en chantier demande six mois d'études et que les constructions en cours touchent à leur fin, les travailleurs du Trait se trouveront en chômage d'ici le mois de juin.

Confirmant ce pessimisme, la direction des Forges et Chantiers de la Méditerranée annonçait, quelques jours après, la fermeture complète et prochaine des Chantiers de Gravelle (banlieue du Havre). Après les 200 ouvriers jetés à la rue en octobre, ce sont 400 travailleurs havrais qui se trouvent à nouveau remerciés dans cette entreprise.

Les organisations syndicales préparent la défense des ouvriers menacés mais, d'une part, il semble que cette fermeture n'est qu'un des premiers pas envisagés par la direction des F.C.M., d'autre part, le capitalisme sait qu'il trouvera auprès du régime le soutien nécessaire pour vaincre la résistance des travailleurs.

Dernière fermeture annoncée, celle du Tissage Badin à Montville, qui est prévue pour le 31 janvier. Là aussi, l'usine ferme définitivement, vouant au chômage 167 ouvriers qui ne pourront que très difficilement trouver un emploi dans un secteur en pleine récession. En tout état de cause, il n'est pas question de trouver du travail sur place, la conjoncture étant également mauvaise dans les deux types d'industries représentés dans la vallée : l'électro-ménager et le textile.

Ainsi, le parti du pouvoir a eu beau solliciter abusivement les statistiques économiques durant la campagne présidentielle, il n'a pu empêcher les réalités de se faire jour. Quoi qu'en disent les « seigneurs qui nous gouvernent », les perspectives sont sombres et les travailleurs de la vallée risquent d'attendre longtemps la victoire promise pour 1970 par le candidat de l'U.N.R...

M. Chauvet.

De nouveaux chefs-d'œuvre des éditions

pour 29f par mois avec droit de retour

LA PEINTURE ITALIENNE

DES PRIMITIFS A MODIGLIANI

« L'Italie vit naître tant de peintres, qu'elle parut enfanter la peinture », écrit Elie Faure dans sa fameuse *Histoire de l'Art*. Aussi, dans le patrimoine culturel de l'humanité, l'Italie tient-elle pour la peinture la place que tient, par exemple, l'Allemagne pour la musique : la première.

Les tableaux célèbres de : Giotto, Fra Angelico, Mantegna, Botticelli, Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, Corrège, Le Titien, Véronèse, Le Caravage, Tiepolo, Canaletto, Chirico, Modigliani, et de cent autres font l'orgueil des musées du monde entier. Pour réunir tous ces chefs-d'œuvre et permettre à chacun de les contempler à loisir, il fallait un chef-d'œuvre de l'édition. C'est le célèbre éditeur suisse SKIRA, dont le nom est synonyme de haute qualité artistique, qui a réalisé cette entreprise particulièrement délicate, certains tableaux anciens recouverts d'un vernis épais donnant d'ordinaire à l'impression une image faussement jaunée.

Près de 300 reproductions en couleurs, si fidèles qu'on s'étonne parfois de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, si nettes qu'elles révèlent des détails que l'éloignement (fresques de la Chapelle Sixtine) ou la patine du temps cachait à notre admiration, illustrent les trois magnifiques volumes grand format 24 x 35 reliés pleine toile, sous jaquettes en couleur, qui retracent, sous la plume magistrale de Lionello Venturi, l'histoire du plus merveilleux épanouissement artistique qu'aucun pays ait jamais connu.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courrez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 29 F (ou 3 de 108 F ou 315 F comptant).

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e, (valable seulement pour la France Métropolitaine)

□ Veuillez m'adresser pour examen gratuit la PEINTURE ITALIENNE en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai : □ en 12 mensualités de 29 F □ en 3 mensualités de 108 F □ comptant : 315 F.

□ Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

.....Signature.....

N de C.C.P. ou bancaire..... T.S. 12

BOLIVIE

Indépendance sous la dictature

Depuis treize mois, l'armée est au pouvoir en Bolivie. La chute du gouvernement présidé par Paz Estensoro, leader du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (M.N.R.), a mis en lumière la fin des possibilités offertes par ce parti pour s'opposer aux trusts américains et la défaite des forces de gauche, incapables d'engager un processus révolutionnaire vers des perspectives anti-impérialistes.

La chute de Paz Estensoro et la victoire de la droite

A l'origine, le M.N.R. de Paz Estensoro était un mouvement populiste qui s'appuyait sur la petite bourgeoisie des villes et la paysannerie. En avril 1962, il réalisa une révolution démocratique anti-impérialiste qui permit de nationaliser les grandes mines d'étain et de commencer une réforme agraire qui distribua la terre à deux millions de paysans.

La Bolivie (1.379.000 km², 3.500.000 habitants) possède d'énormes richesses minérales. 60 % de ses exportations proviennent de l'étain dont elle reste la troisième productrice mondiale. Toutefois, elle est prisonnière des trusts américains pour l'écoulement sur le marché mondial. En 1952, par exemple, les U.S.A. entreprirent de tempérer la révolution en étranglant économiquement la Bolivie et pour cela pesèrent sur les prix de l'étain, en accumulant jusqu'à 200 millions de tonnes. Les différents gouvernements qui se succédèrent, Paz Estensoro, Siles Suazo, de nouveau Paz Estensoro, capitulèrent tous après quelques passes d'armes devant l'impérialisme américain.

Fin octobre 1965, la situation économique était devenue telle qu'une vague de grèves s'abattit sur le pays. La mobilisation des masses populaires contre le régime de Paz Estensoro débuta par une grève des instituteurs, se poursuivit par une action revendicative des étudiants et de certains secteurs de la petite bourgeoisie citadine et atteignit son point culminant dans l'affrontement sanglant des milices ouvrières des mines d'étain et des militaires.

La prise de pouvoir par l'armée constitua dès lors une opération préventive de la bourgeoisie compradore soutenue par l'impérialisme américain. La chute de Paz Estensoro eut un contenu contradictoire : d'une part, une victoire populaire sur un régime qui avait sombré dans la collaboration et la soumission à l'égard de l'impérialisme ; d'autre part, la prise du pouvoir par une junte militaire alliée à la vieille « rosca » aristocratique (oligarchie terrienne) et aux anciens propriétaires des mines d'étain.

La victoire d'un putsch militaire dans ce pays où la classe ouvrière est particulièrement révolutionnaire a de quoi surprendre. Elle semble due en fait à la conjonction, à une époque historique déterminée, de facteurs négatifs, à savoir :

— l'absence totale d'une direction capable de mener les forces de gauche ensemble à la bataille, ce qui donna aux manifestations de rue un caractère spontané, anarchique, sans but stratégique quant à la prise du pouvoir après le départ de Paz Estensoro ;

— la division de la gauche en différents partis qui se combattent vigoureusement : Le Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationaliste (P.R.I.N.), le Parti Communiste Bolivien, lui-même fractionné en pro-Soviétiques et pro-Chinois, le Parti de la Révolution Socialiste, scission castriste du M.N.R., le Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), affilié à la IV^e Internationale trotskyste ;

— la passivité de la paysannerie lors des événements de novembre 65, qui resta en marge de la lutte (et qui, même, par certains groupes de milices paysannes, essaya de voler au secours de Paz Estensoro), et dont le refus de s'attaquer au M.N.R. est dû à la politique populiste de ce dernier qui réalisa un début de réforme agraire ;

— l'unité de la droite, rassemblée derrière le général Barrientos, depuis la Phalange Socialiste Bolivienne (P.S.B.) et le Parti Révolutionnaire

Authentique (P.R.A.), scission de droite du M.N.R., jusqu'aux Démocrates chrétiens et Républicains hertzogistes auxquels vinrent se joindre les dissidents de la dernière heure du M.N.R.

Les illusions entretenues par la junte au pouvoir

Née d'une situation révolutionnaire, la junte ne manqua pas, dans les premiers mois de son gouvernement, de jouer la carte de la révolution nationale et anti-impérialiste. Elle commença par se réclamer de personnalités historiques comme Busch, colonel qui prit le pouvoir en 1936 et obligea les anciennes compagnies minières à abandonner 1 % de leurs profits à l'Etat, ou comme Villaroel, président bolivien qui mit fin aux servitudes féodales par les décrets du 5 mai 1945, époque où la bourgeoisie bolivienne était encore progressiste.

Elle se proclama ensuite de « centre gauche », aidée en cela par les différents secteurs du M.N.R. qui essayaient, regroupés dans le « Comité Révolutionnaire du Peuple », d'obtenir les faveurs des militaires en faisant mine de croire que la junte allait organiser des élections démocratiques.

De nombreux partis opportunistes ressuscitèrent pour la circonstance : le P.I.R. (Parti de la Gauche Révolutionnaire), l'Union Républicaine des anciens propriétaires des mines et le Parti de la Gestion des Entreprises, dirigé par Crespo.

La gauche, toujours divisée, continua son opposition, les uns, comme le P.R.I.N. et le P.C.B., s'accrochant aux vieux mythes de la révolution nationale en distinguant entre bourgeoisie progressiste et bourgeoisie compradore ; les autres, comme les castristes ou le P.O.R. trotskyste, prônant la guérilla et l'insurrection armée.

La résistance de la classe ouvrière et la répression gouvernementale

Au mois de mai dernier, le bluff de la démocratie de centre gauche, dirigée par le « débonnaire » général Barrientos, éclata au grand jour. Le loup déguisé en berger dut montrer son museau.

Des actions de grèves déclenchées pour la défense des droits syndicaux, pour l'augmentation des salaires, ainsi que pour protester contre l'exil de l'ancien vice-président Juan Lechin, leader du P.R.I.N., furent « ma-

tées » par le gouvernement Barrientos dans la plus pure tradition fasciste.

Les quartiers ouvriers de La Paz furent occupés militairement. La station de radiodiffusion « Continental », propriété de la Fédération des ouvriers du bâtiment, fut bombardée. L'armée utilisa, pour la circonstance, mortiers, bazookas, avions de chasse et de bombardement. Elle essaya d'investir, par la suite, tous les centres miniers.

Dans le district de Milluni, l'attaque fut effectuée par 3.000 soldats qui se heurtèrent à 500 miliciens ouvriers en un combat inégal. L'aviation mitrilla les mineurs, puis l'infanterie et les formations motorisées les forcèrent à se replier dans la montagne. Victorieuse, l'armée se livra alors à une répression féroce : fusillades, emprisonnements, tortures.

Dans le district minier de Kami, l'opération fut identique. Mais à Atocha, les militaires essayèrent une défaite : 700 soldats furent faits prisonniers par les mineurs après une journée de combats.

A La Paz, des détachements armés se constituèrent pour riposter à l'agression. Le 23 mai, des luttes sanglantes se déroulèrent dans le quartier d'El Alto où se trouve l'aéroport international pour se déplacer les jours suivants dans les quartiers ouvriers de la capitale.

Dans les districts de Munaypata, Villa Victoria, Nueva Potosí, Achachicala, qui constituent la banlieue « rouge » de la ville, l'armée fut incapable de se maintenir, chaque maison étant devenue un camp retranché. Cette situation de victoires partielles permit une trêve où l'armée s'engageait à ne pas investir les centres miniers d'où elle avait été repoussée ; la C.O.B. (centrale syndicale), de son côté, suspendit l'ordre de grève le 27 mai.

Cette cessation temporaire des activités a duré jusqu'au mois de septembre, marquée çà et là par des exécutions sommaires de militants ouvriers capturés dans les zones occupées par l'armée. Le 29 juillet, un des dirigeants du P.O.R., Cesar Lora, fut arrêté, ligoté et exécuté séance tenante d'une balle dans la tempe. Les mineurs d'étain de Siglo XX manifestèrent le 4 août pour protester contre cet assassinat, en réclamant le retrait immédiat des forces armées des centres miniers.

Le 22 septembre, la trêve était rompue par la junte qui donnait l'ordre aux troupes de passer à l'assaut de la région minière de Siglo XX. Des combats violents se déroulèrent, faisant une trentaine de morts et des centaines de blessés, de part et d'autre.

Aujourd'hui, la répression continue. Le pays est en état de guerre, sous juridiction militaire. Les procès sont menés selon un code pénal militaire. Les mines ont été déclarées zones militaires, bien que l'armée n'ait pas réussi à les investir toutes. Les salaires ont été diminués, des mises à pied massives et même des déportations de mineurs, soupçonnés d'acti-

vités révolutionnaires, sont devenues monnaie courante et les dirigeants syndicaux ont tous été chassés de leurs fonctions.

Incapable de faire semblant de jouer le jeu de la démocratie et de l'anti-impérialisme, tout en poursuivant une répression féroce, la junte s'efforce de gagner certains secteurs de l'opinion publique par d'autres moyens. Elle se tourne vers l'Eglise, offre des « messes contre le communisme » auxquelles assistent tous les membres du gouvernement. Plus de 200 militants ouvriers sont emprisonnés, 300 sont morts dans les combats de mai et de septembre. La censure s'exerce sur la presse et la radio. Toute personne trouvée en possession d'un livre ou d'une brochure traitant du communisme est poursuivie. L'hystérie anticommuniste atteint même les démocrates chrétiens dont le dirigeant Remo di Natali a été attaqué par Barrientos parce qu'il portait un nom italien (sic), donc étranger, donc communiste.

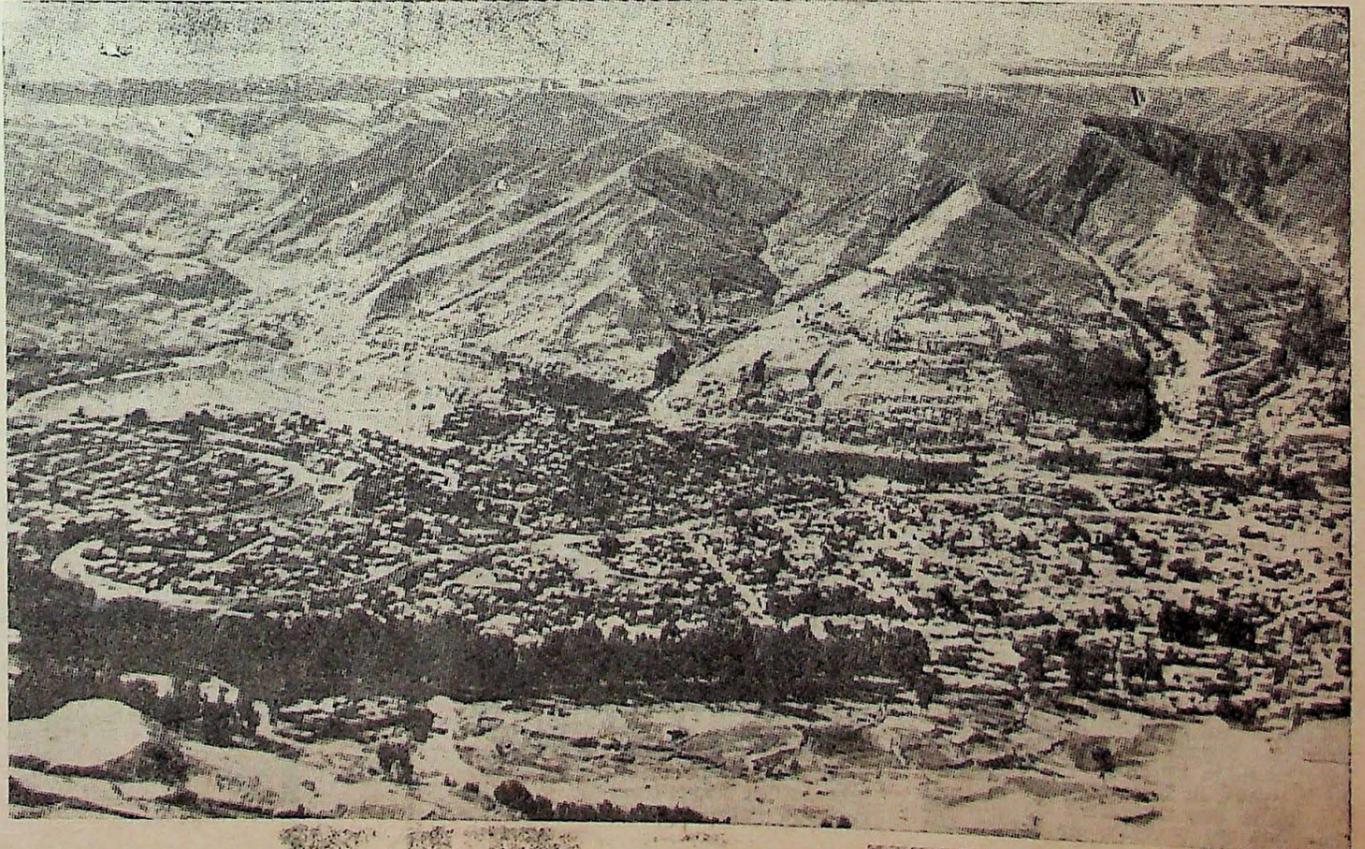
Dissensions au sein de la junte

Après la trêve du mois de mai qui fut signée par le chef de l'armée, Ovando Candia, des divergences apparurent entre celui-ci et le général Barrientos, chef de la Junte. Ovando a été élevé au poste de « co-président », c'est-à-dire au même rang que Barrientos. La Bolivie a donc maintenant deux présidents.

Contrairement à ses voisins d'Amérique du Sud qui mènent une lutte de guérillas contre l'impérialisme américain et la clique qui la représente au pouvoir (Vénézuela, Pérou, Colombie), lutte où la paysannerie pauvre constitue la gros des forces, la Bolivie a comme classe révolutionnaire d'avant-garde les mineurs de l'étain. La paysannerie, par contre, reste dans une position d'expectative. Mais la Bolivie possède un atout majeur : une classe ouvrière qui après les échecs de Péron en Argentine, Bosch en République Dominicaine, Goulart au Brésil, les capitulations honteuses devant l'impérialisme de Betancourt au Venezuela, Belaunde Terry au Pérou, Valencia en Colombie et l'effondrement de Paz Estensoro en Bolivie, ne se fait plus d'illusions sur le prétendu progressisme des bourgeoisies dites « nationales » et autres « démocratiques pour le progrès ». D'autre part, cette classe ouvrière a su parfaitement se dégager des partis communistes assujettis à la diplomatie soviétique ou chinoise. Quand elle a pris les armes contre le général Barrientos, elle ne s'est pas préoccupée de l'effet produit sur les chancelleries.

Adulte, la classe ouvrière bolivienne semble avoir parfaitement conscience que la seule façon de se débarrasser de l'impérialisme américain et de ses valets est une révolution socialiste dirigée et contrôlée par elle, en étroite alliance avec la paysannerie.

Michel Denni.



LA PAZ. — Siège du gouvernement et théâtre des luttes acharnées.

(Archives - T.S.)

LIVRES

Le premier acte gaulliste

un livre de Philippe TESSON

Proche et lointaine, familière et étonnante, la première tentative de de Gaulle, d'août 44 à janvier 46 (après le prologue de juin 40). Pour la génération actuelle, qui gravite autour de la trentaine, lire cette histoire, c'est aller en pèlerinage chez nos aînés, armés de grands yeux ouverts et d'un sens critique qui peut faire crier au sacrilège ; c'est tenter de comprendre une tranche encore vive de l'histoire française qui se détache cependant de plus en plus et prend un sens de plus en plus net. Ne serait-ce que pour cela, il faudrait remercier Philippe Tesson de l'ouvrage qu'il nous propose (1). Certes, les livres sur de Gaulle se multiplient comme les petits pains (2), mais celui de Tesson présente l'inépuisable avantage d'avoir été pensé et rédigé par un homme appartenant à la génération dont je parlais et qui découvre son passé. L'éclairage porté est passionné, passionné dans le choix et parfois la partialité, passionné dans l'entêtement le plus exigeant, celui de rechercher à tout prix la lucidité face à une Histoire qu'on a trop vite tendance, de toute part, à sacraliser.

Dès l'introduction, un fil conducteur incite Tesson à nous livrer la clé essentielle de son investigation. La Résistance a été trahie : au lieu d'une révolution, c'est à un replâtrage que l'on a assisté entre un homme et des partis traditionnels. Le plus paradoxal, si l'on suit Tesson, vient de ce que le « rédempteur » de ces forces politiques d'avant guerre fut celui qui en a dénoncé le plus les tares et qui s'en est toujours voulu le fossoyeur. Mais le même homme a brisé la Résistance, une Résistance qu'il appréhendait et qu'il circoncrivait à l'aide de partis trop empressés de rejoindre un mouvement qu'ils n'avaient pas fondé. De cette méprise découle l'échec de de Gaulle en janvier 46, de là s'explique aussi l'échec de la IV^e République, de là, surtout, cette transformation que la France manqua à un moment où elle en avait le plus besoin et où l'accomplissement d'une révolution eût été possible. S'il est vrai que Tesson ne nous précise pas ce qu'il entend par révolution, il faut, en outre, noter que son analyse repose sur un postulat à plusieurs directions.

La Résistance pouvait-elle avoir une vie propre au lendemain de la Libération, représentait-elle un mouvement autonome qui aurait pu et dû remplacer des partis souvent responsables de la défaite de 1940 ? Il me semble que là Tesson succombe à un certain mythe de la Résistance. Cette dernière n'avait-elle pas ses contradictions, quels étaient ses rapports avec la politique, quelles étaient ses chances de prendre les leviers de commande d'une des principales nations capitalistes du monde ? Précisons : je n'affirme pas que Tesson grossit les virtualités de la Résistance, mais qu'il n'a pas appliqué son sens aigu d'historien à nous prouver que la Résistance était en mesure de constituer un cadre de gestion nationale. Le deuxième volet du postulat consiste à souligner la profonde contradiction d'un de Gaulle hostile aux partis politiques et faisant pourtant appel à eux. Or, et tout le récit de Tesson et toute l'histoire de la V^e République le démontrent, de Gaulle est un « partisan » parmi d'autres « partisans », s'il prétend se placer au-dessus d'eux, il s'agit beaucoup plus d'une tactique (qui prend) que d'une réalité (objective). Qui t'a fait roi ? De Gaulle a utilisé les partis qui l'ont utilisé à leur tour, parce que ni les uns ni les autres n'entendaient rompre avec une certaine conception de la nation française, y compris le P.C.F. Les notions de classes sociales, de substrats économiques n'occupent pas assez de place dans le livre de P. Tesson, qui a hésité à mettre en évidence l'une des sources du gaullisme, à savoir le *statu quo* atteint par les contradictions françaises, à savoir le vice fondamental de la gauche : bloquer le système « bourgeois » sans parvenir jamais à basculer dans une optique révolutionnaire, clamée mais bouchée pour de multiples motifs et qui s'éloigne d'autant. A l'inverse, le mérite précieux de cette analyse découle

d'une démonstration brillante et pénétrante des mécanismes gaullistes et d'une description qui vise toujours, sans concessions, le cœur des problèmes.

Le gaullisme vu de l'intérieur

Le chapitre intitulé « Les profondeurs et les songes », qui démonte le gaullisme de l'intérieur, est un modèle du genre. L'historien se fait philosophe et cerne un système de pensée et d'action. Il faut lire de près ces pages qui brûlent d'actualité et sanctionnent, en formules simples et frappantes, ce que nous pressentons, ce que nous devinons du gaullisme, mais ce que rarement on en a écrit. La « légitimité » du gaullisme, celle que de Gaulle a forgée et incarnée, est radiographiée par Tesson. Elle repose sur la vulgarisation, sur une dictature « démocratique » se nourrissant de référendums-plébiscites, elle ne distingue pas entre les hommes, car elle affirme, sinon nier la diversité et les clivages sociaux en France, du moins les démonétiser, les utiliser comme des dons de la providence pour les faire servir aux desseins d'une unité nationale qui n'est



Une victoire ambiguë.

Photo Agip.

que le faux équilibre entre de complexes contradictoires. Bossuet au XX^e siècle, c'est une synthèse de l'ordre nouveau et de l'ordre ancien ; la légitimité gaulliste assimile la modernité, mais elle achoppe, devant l'effervescence imprévue, celle de la Libération qui est une libération au sens premier du terme, tout comme elle demeurera stupéfaite devant le réveil de l'opinion lors de l'élection présidentielle de décembre 1965. Remarquables, les propos de Tesson sur l'« appel du 18 juin ». Qui en avait souligné les phrases sur la force de la civilisation industrielle ? De Gaulle y perçoit comme la source de la défaite d'un pays voué jusque-là au malthusianisme économique. Ce maurassien avait des velléités de néo-capitaliste. De Gaulle a alors pressenti l'importance de la société moderne, celle qu'abordera la France deux décennies après. D'où l'hommage, insuffisamment remarqué, à la puissance américaine dont de Gaulle sera surtout l'envieux subjugué. Emporté par sa perception toute en finesse, Tesson paraît cependant, ici, avoir sous-estimé le réalisme du gaullisme au profit de sa vision. La vision est avant tout observation très objective du monde et de ses lois, ce n'est qu'ensuite qu'elle se fait mythe. Le mythe n'est qu'un moyen nécessaire, mais il se nourrit initialement de la sagesse d'un bon marchand. Tesson privilégie trop le mythe. C'est qu'en vérité Tesson a vocation première de moraliste. D'où son exégèse sur l'épuration...

L'épuration manquée

Quittant l'habit de philosophe, l'auteur se mue en pamphlétaire. On ne saurait, là, être toujours d'accord ; réciproquement, gardons-nous de conclure trop vite sur un épisode dont nous dépendons pour beaucoup en-

core. Tesson dénonce ce qui ne fut à ses yeux qu'une caricature d'épuration. A-t-il raison, a-t-il tort ? S'agit-il chez lui de la marque d'une tolérance d'idéaliste qui refuse une vengeance où il ne veut voir que l'hospitalité trop systématique du P.C.F. ?

S'agit-il de comprendre rétrospectivement une fraction de la bourgeoisie française qui avait choisi l'Allemagne ? A propos de Pierre Laval, l'auteur note que, pour accepter de ne pas tenter de procès véritable, « il fallait oublier que la France aurait pu avoir besoin de lui pour survivre si l'issue de la guerre avait été déférente ». Toutes les politiques ne sont pas toutes également possibles. Choisir et accepter la responsabilité de son choix. Je ne me résoudrai pas, pour ma part, à rouvrir le dossier du « militant collaborationniste sincère », car qui nous dira ce qui est sincère et ce qui ne l'est pas ! En 1945, la justice aurait voulu condamner une conception de l'histoire au nom de ce qui était supposé être l'intérêt du pays. Un tel critère est éminemment subjectif, on doit juger des actes et pas à partir d'interprétations subjectives. Pourtant une telle acception de la justice me paraît relever de cet esprit révolutionnaire dont Tesson déplorait qu'il ne se fût pas incarné au lendemain de la Libération. L'aventure, l'opportunisme en l'occurrence, ne naît que d'une justice rendue à demi, bâclée, arrêtée avant terme. Il fallait aller jusqu'au bout ou ne rien commencer. Tesson souligne alors fort justement que l'épuration « s'attaqua aux hommes sans toucher aux structures ». C'est là que l'on s'inquiète et que l'on en vient vite à s'interroger. En éliminant des hommes qui avaient parié sur Vichy, toute une France ne payait-elle pas le tribut qu'il fallait, pour

Globalement, on s'accorde pour admettre un exécutif fort doublé d'une représentation démocratique et populaire. Dans l'esprit des hommes de la Résistance, l'unanimité nationale, née dans le combat contre l'occupant, fera ensuite fonction de catalyseur des désunions et des contradictions. Valeur quasi mythique de cette unanimité sur laquelle on n'aura de cesse de s'interroger. La Résistance elle-même fut frappée de désunion et nul ne parvint à créer autour d'elle un grand parti uni et unique. Était-ce par là que pouvait se résoudre la mauvaise guerre qui couvait entre de Gaulle et les autres forces politiques ? Le dépassement ne se produisit pas. Pouvait-il se produire ? Car cette période fut également celle de l'échec de l'union de la gauche. Le P.C.F. joue la carte de l'union nationale et se laisse amadouer par un de Gaulle dont c'est l'un des grands soucis. Les rapports socialo-communistes prennent rapidement le chemin de la divergence en dépit de certains efforts. Après le référendum du 21 octobre 1945, de Gaulle sera rappelé, par l'ensemble des partis, sur la base du tripartisme. Qui porte les responsabilités de cette carence ? Dans quel sens une unité ouvrière pouvait-elle jouer, quel pouvait être son programme à un moment où la politique extérieure exerçait fatalement une très forte pression sur un pays affaibli par la guerre ? Autant de questions soulevées par le livre de Tesson, ou du moins auxquelles on ne peut manquer de s'arrêter dès lors que se dessine l'inévitable faille entre de Gaulle et les partis politiques. De juillet 45 à janvier 46, en passant par la double consultation d'octobre, on perçoit de plus en plus les craquements de cette faille. Tesson en conclut par un profond gâchis et par le signe de l'assoupissement d'une France toute préoccupée par la recherche du calme et des satisfactions matérielles (3).

On daterait presque de cette époque les débuts de la dépolitisation, alors que se profilaient les spectres de l'inflation non jugulée et des dévaluations successives, le spectre de la guerre d'Indochine, alors que se menait, dans l'indifférence, une politique étrangère pour une bonne part disproportionnée avec les moyens réels du pays. Pire encore, la nature même du régime à installer ne retenait plus l'attention. De Gaulle démissionnait, mais la gauche n'avait rien résolu, débarrassée d'un souci, elle allait laisser s'en perpétuer bien d'autres. Et l'on sait, aujourd'hui, que ce fut reculer pour mieux sauter.

Après l'entracte, il y eut le second acte gaulliste, puis la préparation du dénouement désormais amorcée. Tout se tient, impossible de réfléchir au proche avenir sans s'arrêter aux années charnières de 45-46. Sur ce coup d'essai du gaullisme, il faut lire le maître-livre de Philippe Tesson.

Claude Glayman.

(1) Philippe Tesson : De Gaulle I^{er} (La révolution manquée). Albin Michel. 266 pages, 16,50 F.

(2) On a pu lire dernièrement le De Gaulle de Jean Lacouture, éditions du Seuil, et le volumineux ouvrage de David Schoenbrun : Les Trois vies de Charles de Gaulle, éditions Julliard. J'indique, en outre, l'excellente analyse du journaliste britannique Alexander Werth : La France depuis la guerre : 1944-1957, Gallimard (malheureusement introuvable en librairie).

(3) Un chapitre est consacré aux difficultés économiques et aux quelques réformes de structures réalisées à l'époque. On rappellera le choix de de Gaulle qui trancha en faveur de Plevin contre Mendès-France. Au relâchement inflationniste, Mendès-France voulait opposer une politique d'austérité, de stabilité avec imposition et contrôle des grosses fortunes, ce qui n'était évidemment pas la voie de la facilité...

L'entracte

A l'aide de quelques gros plans bien choisis, Tesson décrit sans ménagement la dégradation des rapports entre le premier de Gaulle et les partis réinstallés. Le gaullisme ne songeait qu'à un exécutif fort ; en 1943, Michel Debré n'écrivait-il pas : « La seule chance, pour la démocratie française, c'est un monarque républicain. » De Gaulle espère ce qu'il attend depuis toujours ; il n'osera pas forcer la solution, la France est lasse et les partis politiques ont repris le dessus. A l'Assemblée consultative d'Alger, que d'escarmouches on compte quant à l'avenir du régime ; cependant, il faut insister sur la relative carence de la Résistance en matière de pensée constitutionnelle.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

LE CONGRES DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN D'UNITE PROLETARIENNE

LE premier congrès national du P.S.I.U.P., né en 1964 de la scission du P.S.I., s'est tenu du 16 au 19 décembre 1965 à Rome. Du début jusqu'à la fin, il fut dominé par deux thèmes principaux, celui du danger de social-démocratisation qui pèse sur le mouvement ouvrier italien et celui des rapports avec le P.C.I.

Le premier thème se réfère naturellement à l'évolution du P.S.I. et à sa fusion prochaine avec le P.S.D.I. de Saragat, évolution définie comme le fait le plus grave des années soixante, puisqu'elle sape la force du mouvement ouvrier et démoralise nombre de militants. A l'origine de ce passage de positions réformistes traditionnelles à des positions de réformisme bourgeois, il y a, selon les thèses adoptées, une incompréhension profonde des limites du « modernisme » néo-capitaliste et surtout l'attachement à une stratégie erronée : « Le P.S.I. et toutes les forces qui, d'une façon ou d'une autre, ont avalisé la politique de centre-gauche, ont tenu pour fait acquis que les revendications démocratiques traditionnelles provoqueraient dans le capitalisme moderne des contradictions graves et de nature à imposer l'intervention de l'Etat, non pour rétablir l'équilibre du système, mais pour opérer des réformes anticapitalistes. C'était naturellement une illusion et une erreur. Cette ligne s'est bientôt montrée vaine, mais le P.S.I., prisonnier de la logique gouvernementale, continue à soutenir le centre-gauche, bien que celui-ci ne soit manifestement que l'instrument de défense de l'équilibre capitaliste. »

A cette intégration du mouvement ouvrier au système, les thèses du P.S.I.U.P. opposent une très claire conception stratégique : « La politique du mouvement de classe et ses objectifs de lutte naissent de l'analyse du développement capitaliste et des contradictions qui s'y manifestent. Et une juste conception de l'action révolutionnaire du mouvement de classe ne permet ni de renvoyer à un lendemain socialiste toute modification et réforme de structure, ni d'espérer la pleine réalisation de ces réformes dans le cadre d'un Etat capitaliste. La lutte des travailleurs tend à peser sur le mécanisme d'accumulation et par conséquent sur les structures du système. Mais la réalisation pleine et entière de ces objectifs est incompatible avec l'Etat capitaliste et passe par le renversement de cet Etat et la construction d'un pouvoir nouveau. Ce processus n'est donc en aucune manière une évolution de l'ordre capitaliste mais, au contraire, il se réalise à travers une lutte constante entre les classes, lutte au cours de laquelle, à propos de chaque problème, la volonté de la classe dominante doit se heurter à la volonté contraire du mouvement ouvrier organisé. La lutte pour les objectifs anticapitalistes commence avec une action qui, tout en se plaçant à l'intérieur de l'ordre capitaliste, vise à détruire de façon permanente l'équilibre du système, jusqu'au renversement complet des rapports de classe. La clé de voûte de cette politique est la modification des rapports de force dans la réalité de la production : ceci peut advenir seulement par des objec-

tifs autour desquels, face au capital, se concentre le pouvoir de lutte des travailleurs. »

La mise en œuvre d'une telle stratégie ne peut évidemment pas être le fait du seul P.S.I.U.P. et une politique d'unité apparaît nécessaire. Toutefois, les thèses ne s'en tiennent pas à la réaffirmation de la vieille politique frontiste. Elles proposent que l'action unie s'appuie sur la gauche du P.S.I., la gauche catholique et les communistes, mais ne s'épuise pas à rechercher le contact avec les sommets de la social-démocratie. Si front il doit y avoir, ce doit être un front de classes sans équivoque programmatique. Arrivé à ce stade on se heurte, bien sûr, à l'attitude de la direction du P.C.I. qui n'a toujours pas abandonné les vieilles conceptions du Front démocratique sans objectifs socialistes. Aussi bien les thèses contiennent-elles une critique de ce qu'on peut appeler les conceptions amendoliennes de la nécessaire étape démocratique (du nom du dirigeant communiste G. Amendola) et affirment-elles le droit du P.S.I.U.P. à s'affirmer de façon autonome.

A l'heure actuelle, il ne semble pas que le P.S.I.U.P. veuille aller plus loin que cette critique encore générale, mais il est certain qu'il se place à gauche du P.C.I. et que dans la pratique il est assez proche de ceux qui, comme Reichlen ou Ingrao, critiquent à l'intérieur du P.C.I. l'attitude équivoque adoptée à l'égard du centre-gauche.

J.-M. Vincent.

MESSAGE AU CONGRÈS DU P.S.I.U.P.

La délégation du P.S.U. de France envoie son plus cordial salut aux camarades du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne. Nous sommes en effet persuadés que nos deux partis sont proches par leurs conceptions politiques et par leur volonté de mettre la lutte pour le socialisme à l'ordre du jour dans les pays capitalistes avancés. Nous nous rejoignons dans un refus commun de l'intégration à la dynamique sociale du capitalisme moderne et surtout dans l'affirmation positive d'une ligne politique qui cherche à rompre l'équilibre du système capitaliste et à ouvrir la transition vers le socialisme.

Nous sommes persuadés que même minoritaires nos deux partis et les autres partis socialistes de gauche d'Europe re-

présentent un ferment indispensable pour faire évoluer dans un sens révolutionnaire tout le mouvement ouvrier européen, en particulier pour lui faire redécouvrir le sens de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité avec la lutte anti-impérialiste des peuples colonisés.

La lutte qui nous attend sera longue et difficile, mais nous sommes sûrs qu'à ses différentes étapes nous serons du même côté de la barricade, du côté des exploités et de tous ceux qui n'acceptent pas de plier la tête. Vive le P.S.I.U.P., le Parti qui en refusant le centre-gauche, a montré que le courage politique est une valeur irremplaçable de l'action socialiste.